



## INFO PRESSE

### **Contrairement à ce qu'assure Bruno Le Maire, les 10 milliards d'économies annoncées vont pénaliser les collectivités et impacter la mise en œuvre de la transition écologique dans les territoires**

21 février 2024

*« J'ai une pensée pour Christophe Béchu qui annonçait, non sans fierté, depuis plusieurs semaines, le renforcement du Fonds vert à hauteur de 2,5 milliards d'euros en 2024 » réagit **Jean-François Vigier**, Vice-président de l'Association des maires de France, co président de la commission « Transition écologique », Maire de Bures-sur-Yvette et Président du SIOM de la Vallée de Chevreuse.*

Le 18 février, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, a annoncé un plan d'économies immédiat de 10 milliards d'euros sur les dépenses de l'État.

Le Ministre s'engage à ce que les collectivités ne soient pas impactées par ces baisses. Or, on apprend, dans la même annonce, que le montant du Fonds vert de 2,5 milliards d'euros inscrit au Projet de loi de finances 2024 est ramené à 2,1 milliards d'euros, soit une baisse de 400 millions destinés aux collectivités pour réaliser la transition écologique. Si l'on ajoute les économies annoncées sur MaPrimeRénov' d'un milliard d'euros, c'est là aussi une baisse conséquente pour assurer la transition énergétique.

***« Il est tout de même invraisemblable que l'urgence climatique, considérée comme grande cause nationale par l'État, devienne une variable d'ajustement dès que le premier plan d'économies nationales est annoncé. Au-delà des montants indiqués, c'est la dimension symbolique de cette annonce qui est particulièrement regrettable. C'est un très mauvais signal envoyé par le Gouvernement. » s'inquiète Jean-François Vigier.***

Le Maire de Bures-sur-Yvette rappelle que les collectivités font face à un mur d'investissement face aux enjeux du financement de la transition écologique et énergétique. Si l'État réduit déjà ses aides à l'investissement, les territoires ne pourront pas s'inscrire dans la transition dans les délais requis. Les enjeux financiers sont immenses, la question de la capacité à s'endetter pour les communes est posée tout comme celle d'une fiscalité dédiée à la transition.

D'où la question de Jean-François Vigier : *« En 2024, l'urgence climatique est-elle toujours une grande cause nationale prioritaire pour le Gouvernement ? »*

----

**Si vous souhaitez en savoir plus et décrypter cette actualité, Jean-François Vigier, maire de Bures-sur-Yvette, président du SIOM, Vice-président de l'AMF et co-président de la**

**commission « Transition écologique », et président du groupe UDI au Conseil Régional d'Île-de-France, est disponible pour répondre à vos questions lors d'une interview.**

Pour cela, merci de contacter :

- **Benoit CORMIER** - [benoit.cormier@havas.com](mailto:benoit.cormier@havas.com) / 07 89 41 14 26
- **Marie CROS** - [marie.cros@havas.com](mailto:marie.cros@havas.com) / 06 74 00 02 36